

# D'avantage de renforts, plus vite

► Des mesures fortes sont annoncées, dont un renfort policier de 400 agents.

► Les syndicats se réunissent ce mardi sur la poursuite ou non du mouvement.

Même si Iliaz Tahiraj a sans doute été victime d'une violence plus sociétale que spécifiquement dirigée contre la Stib, son décès a fait éclater au grand jour – et dans la rue – un ras-le-bol bien légitime au sein de la société de transport public bruxellois. Le personnel en a marre de partir au boulot au mieux avec les pieds de plomb, au pire avec la peur au ventre, tant les agressions verbales et physiques semblent se multiplier à l'égard du personnel placé en contact direct avec la population. C'est en tout cas ce qui ressort des nombreux témoignages qui furent recueillis ce week-end.

Lundi, quelque 900 personnes ont défilé, en hommage au superviseur décédé samedi matin suite à un accident de roulage qui a mal tourné (lire ci-dessous). Mais aussi pour adresser une revendication au monde politique. Sur fond de grève, les travailleurs de la Stib veulent des mesures pour leur sécurité. L'arrêt de travail avait démarré à l'annonce du décès d'Iliaz Tahiraj. Et devait se poursuivre encore ce mardi, voire jusqu'aux obsèques prévues jeudi à en croire les syndicats réunis hier après-midi, juste avant leur rencontre programmée avec la ministre de l'Intérieur Joëlle Milquet (CDH), le ministre-Président bruxellois Charles Picqué (PS), sa ministre de la Mobilité Brigitte Grouwels (CD&V), un représentant de la ministre de la Justice Annemie Tur-



CHRISTOPHE LEGASSE/REBELCA

Les collègues d'Iliaz Tahiraj, le superviseur agressé et décédé samedi matin ont défilé lundi

après-midi dans les rues de Bruxelles.

telboom (Open VLD) et la direction de la Stib.

A cette occasion, le pouvoir politique devait mettre une série de propositions sur la table afin d'augmenter la sécurité dans les transports publics de la capitale. Durant la journée, le vice-président du Conseil d'administration de la Stib Ridouane Chahid (PS) et l'administrateur CDH Philippe Touwaide ont plaidé pour une batterie de mesures très concrètes :

- La mobilisation de la réserve de policiers fédéraux sur le réseau, et ce y compris en surface donc dans les bus et les trams)
- La réinstauration des aubettes de contrôleurs aux endroits stratégiques du réseau.
- La mise en place d'un numéro d'urgence qui permette aux usagers de signaler rapidement tout incident.
- L'extension des pouvoirs judiciaires et de police des agents de sécurité de la

Stib.

- La fermeture rapide des stations par des portiques de contrôles des accès afin de limiter la fuite des auteurs de faits délictueux.

Qu'en sera-t-il ? Les ministres ont clairement annoncé un renforcement de la présence policière dans les transports en commun. A court terme et dans la droite ligne des priorités exposées fin février par Joëlle Milquet dans le cadre de son plan stratégique de sé-

curité. Ainsi, propose-t-elle de doubler la réserve fédérale affectée à Bruxelles. Elle passerait de 130 à 260 hommes et femmes amenés à patrouiller et intervenir dans les bus et trams comme dans le métro. Ce attendant 400 policiers supplémentaires dont l'engagement débutera en juin. 150 sur le budget fédéral (dont 50 de la réserve) et 250 sur celui des zones de police qui devront s'engager à les affecter aux transports en commun. Ces derniers seront payés par les 30 millions d'euros du refinancement de Bruxelles dédiés à la sécurité. Autres mesures qui sortaient de la réunion d'hier : l'engagement de 50 agents de sécurité et de contrôle supplémentaires au sein de la Stib. Enfin, la ministre de l'Intérieur s'engage à renforcer certaines législations pour ce qui concerne les compétences des services de sécurité de la Stib et les amendes administratives. Toutes ces mesures font l'objet d'un accord entre les ministres qui était en préparation avant les événements dramatiques du week-end. Ceux-ci auront donc accéléré les choses.

Dans un communiqué, la direction de la société de transport s'est dite impressionnée par "l'ampleur et la qualité des mesures proposées". La Stib s'engage de son côté à faire accompagner superviseur par un agent de sécurité lors de chaque intervention, à mobiliser deux véhicules de manière systématique et à garantir la "disponibilité permanente des véhicules d'intervention durant les heures d'exploitation". Dans ce contexte, la Stib réclamait une reprise du travail dès ce mardi. Ce qui à l'heure de boucler ces lignes n'était pas encore acquis. L'accord présenté aux représentants syndicaux doit encore être expliqué en assemblées générales aujourd'hui. Les ministres comptent sur une reprise dans la foulée.

**Mathieu Colley**